

IV. DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

- **Les mesures concrètes qui ont été prises et l'état d'avancement de leur mise en œuvre :**

La politique de redéploiement industriel [PRI] qui procède du bilan diagnostic approfondi et participatif sur le secteur instruit, d'une part, un rééquilibrage des implantations industrielles pour corriger les disparités régionales, marquées par une forte concentration des entreprises dans la région de Dakar et, d'autre part, une réorientation de l'appareil productif vers des segments d'activités assurant plus de valeur ajoutée. Actuellement, nous vivons la PRI qui est entrée dans la phase de sa mise en œuvre après sa validation en juillet 2005.

- **Les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales :**

En dépit des ressources naturelles, le Sénégal n'a pas pu exploiter de manière harmonieuse et durable ses potentialités industrielles. C'est pourquoi, il a opté résolument pour une stratégie de développement endogène, assise sur un redéploiement régional par la mise en place de pôles régionaux de développement.

- **Les tendances et les questions nouvelles :**

Du reste, des programmes initiés avec des partenaires au développement tels que l'ONUDI permettent de renforcer les petites et moyennes entreprises en vue d'asseoir leurs activités sur des bases durables.

- **Les contraintes et les difficultés :**

Une concurrence sous-régionale marque l'essentiel des entreprises manufacturières. La restriction de l'espace marchand s'accompagna d'un essoufflement du secteur industriel. Il s'y ajoute une absence notoire de politique mettant l'accent sur la compétitivité.

IV.1 PRISE DE DECISION : PRINCIPAUX ELEMENTS ET CIBLES DE LA STRATEGIE NATIONALE D'INDUSTRIALISATION

a) Prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans la conception et le suivi du plan national d'industrialisation.

- En dépit de l'existence de textes juridiques incitant à une bonne prise en compte des aspects environnementaux, des lacunes sont notées. Il revient à souligner que le code de l'environnement est encore récent et mérite une efficiente appropriation.

b) Mesures visant à promouvoir l'ouverture des marchés, telles que la réduction des restrictions quantitatives et des tarifs douaniers imposés aux importations et la promotion des exportations.

- Des mesures visant à promouvoir l'ouverture des marchés sont édictées dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO. Le Ministère de l'Industrie participe de manière active aux différentes commissions d'arbitrage ou de demandes d'agrément.

c) Initiatives visant à réduire les procédures et les dépenses liées à la création d'entreprises et aux activités commerciales (enregistrement en une seule étape, réduction des critères imposés en matière de capital ou création de parcs industriels, par exemple).

- Parmi les mesures visant à réduire les procédures et les dépenses liées à la création d'entreprises, nous pouvons souligner la création de l'Agence de Promotion des

Investissements et des grands Travaux (APIX) qui assume également les missions précédemment dévolues au Guichet Unique.

d) Initiatives visant à accroître la confiance des investisseurs, s'agissant notamment de la protection des droits de propriété intellectuelle et d'autres droits de propriété, des tribunaux de commerce spécialisés et des mesures destinées à accélérer le règlement des différends commerciaux.

- L'existence de l'Association Sénégalaise de Normalisation, l'adhésion du Sénégal à l'Organisation Mondiale de la propriété intellectuelle, à l'Organisation Africaine de la propriété intellectuelle, la création d'un service de la propriété intellectuelle au sein du Ministère de l'Industrie, le régime juridique des affaires consigné par le traité instituant l'OHADA augurent une meilleure garantie des investissements et de la protection de la propriété intellectuelle. En outre, le code des obligations civiles et commerciales met l'accent sur la sécurité des biens et assurent une plus grande fluidité des transactions.

e) Nature de l'approche réglementaire des questions environnementales. Recours à des directives et à des contraintes ainsi qu'à des instruments économiques pour faire appliquer la législation.

- Les questions environnementales sont régies par le code de l'environnement qui impose que des études d'impact doivent précéder toute réalisation de projet. L'aspect contraignant des diverses dispositions du code de l'environnement conduit à une prise en considération des impacts environnementaux. En outre, des contrôles sont effectués de manière inopinée ou à la requête des populations ou des autorités sur le fonctionnement ou les rejets industriels par la division des établissements classés. Des sanctions pécuniaires sont appliquées et des obligations de réparation ou des remises à l'état sont exigées.

f) Initiatives visant à intégrer les aspects environnementaux dans les activités industrielles, par exemple en soumettant obligatoirement l'octroi des licences ou des permis à la présentation d'études d'impact environnemental, et d'autres mesures susceptibles d'aller en ce sens.

- Dans le cadre des constructions nécessitant la délivrance de l'autorisation de construire, les aspects environnementaux sont pris en charge pendant l'instruction du dossier de la demande d'autorisation. L'acte délivré par le Maire doit être compatible avec les différents documents d'urbanisme qui tiennent compte des aspects environnementaux. L'urbanisme, comme l'environnement, est une compétence transférée aux collectivités locales ; par conséquent, toute implantation industrielle doit obéir aux règlements relatifs à l'urbanisme.

g) Mesures visant à promouvoir auprès des entreprises les approches volontaires, y compris la responsabilité sociale des entreprises et la bonne intendance de l'environnement.

- Les approches environnementales dans l'entreprise paraissent nouvelles ; toutefois, le Mécanisme du Développement Propre commence à intéresser les industries soucieuses d'une efficacité énergétique. Par ailleurs, La mise en place de comité d'hygiène, de sécurité du travail dans les entreprises est une disposition réglementaire à caractère social.

Le syndicat des entreprises industrielles privées, par sa politique de renforcement de capacité, organise des séminaires de formation et d'échanges sur la problématique environnementale à l'endroit de ses membres ou des travailleurs.

La responsabilité sociale et la bonne gouvernance environnementale des entreprises industrielles permettent de dégager l'esprit d'entreprise citoyenne. C'est le cas des ICS, avec son programme de lutte contre la pauvreté PALPICS, conduit sous la direction du PNUD.

h) Mesures visant à réorganiser et améliorer les activités des entreprises du secteur public.

- Les activités du secteur public font l'objet, d'une part, d'évaluation, de restructuration et d'accompagnement. Le PNUD, dans le cadre du Programme de Bonne Gouvernance, et la Délégation au Management Public, une institution rattachée à la Présidence de la République participent à la mise en oeuvre des politiques de rationalisation des interventions étatiques. En outre, le nouveau code des marchés publics imprime une meilleure assise de transparence et de bonne gouvernance à l'ensemble des concours extérieurs privés sollicités dans le cadre des missions de l'Etat ou de ses démembrements.

IV.2 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Efforts accomplis pour inclure des composantes de la durabilité dans la planification des sites et de l'infrastructure industrielle.

- La politique de redéploiement industriel constitue une preuve de la volonté de planification des sites et de l'infrastructure industrielle. Le respect des normes de rejets industriels facilitera une meilleure gestion environnementale des sites industriels.

Mesures ou programme en faveur de la recherche-développement [R-D] sur les technologies moins polluantes et de leur transfert.

- L'Agence Sénégalaise pour l'Innovation Technologique a reçu pour missions, entre autres, de faciliter et de valoriser les résultats de la recherche. Pour ce faire, elle tente d'articuler ses interventions autour de la valorisation des résultats de la recherche. Des dispositions sont prises pour l'application du mécanisme pollueur payeur.

Programmes visant à promouvoir le concept de durabilité au sein des industries ainsi que dans l'enseignement supérieur, notamment dans les écoles de commerce et les écoles d'ingénieurs.

- De nombreux programmes universitaires, des cycles de formation et des séminaires de renforcement de capacités ont permis une meilleure appropriation du concept de durabilité.

Mesures de promotion de la R-D pour accroître la productivité dans les secteurs industriels clefs.

- L'Agence sénégalaise pour la promotion de l'innovation technologique [ASIT] va appuyer les instituts de recherche, l'Université notamment, en vue de valoriser les résultats de la recherche dans le cadre du Fonds d'Aide à l'invention et à l'innovation de l'Organisation Africaine pour la Propriété Intellectuelle (OAPI). L'Institut de Technologie Alimentaire [ITA] initie des programmes de recherche en partenariat avec les entreprises, pour vulgariser et diffuser les résultats en matière technologique.

Mesures visant à faciliter la délivrance de licences portant sur des technologies issues de programmes ou de financement publics, et la vente de ces technologies.

- La mise en place du Service de la propriété intellectuelle et l'adhésion du Sénégal à l'OMPI permettent la délivrance de licences et aussi le financement des services y afférant.

Mesures visant à promouvoir la coopération entre le secteur industriel et les milieux de la R-D.

- Il existe un projet de partenariat « Université-Entreprises », initié dans le cadre de la coopération bilatérale avec la France.

Programmes destinés à rendre accessibles au secteur industriel les informations sur les « pratiques optimales » (y compris les aspects environnementaux et sociaux) et à encourager les échanges d'information entre les entreprises.

- De nombreux séminaires d'échanges et de formation sont organisés à l'intention des acteurs du secteur privé.

IV.3 FINANCEMENT :

Mesures visant à promouvoir la concurrence dans le secteur financier national.

- Les règles de fonctionnement de l'UMOA permettent un arbitrage et une saine concurrence des différents établissements financiers.

Mesures visant à faciliter l'accès au crédit des entreprises industrielles privées, notamment des petites et moyennes entreprises.

- L'accès au crédit est facilité par la mise en place de l'Agence pour le Développement des PME (ADPME), de l'Agence pour Promotion des Investissements et des Grands Travaux [APIX], du Fonds pour la Promotion Economique (FPE), du Fonds National pour la Promotion des Jeunes (FNPJ), etc. Par ailleurs, les banques pratiquent des politiques autonomes de promotion et d'encadrement de l'activité économique, bien au delà du secteur formel.

L'APIX se charge de l'accomplissement de certaines formalités administratives de création d'entreprises et de l'agrément au code des investissements et au statut de l'entreprise franche d'exportation.

Mesures visant à renforcer le financement à long terme de l'infrastructure et de l'industrie.

- Le Fonds de promotion Economique [FPE] met à la disposition des Banques agréées des ressources nécessaires au financement des activités de l'économie, porteuses de croissance en termes d'emplois et de valeur ajoutée. Les dispositions du code de l'investissement facilitent ou permettent un renforcement du financement à long terme.

Dans le cadre de la coopération bilatérale avec la France, un programme de mise à niveau des entreprises est initié. Il tente d'aider à améliorer l'environnement des affaires. Mais aussi à mettre à niveau l'outil de production des entreprises pour qu'elles soient plus performantes sur leur marché, sur le marché régional ou à l'export. Elles ont donc besoin d'avoir des machines plus performantes.

Programme visant à promouvoir la transparence dans les marchés financiers (système de cote de crédit ou systèmes d'enregistrement du crédit privé et public, par exemple).

- Le recours au marché financier fait l'objet d'appel d'offres ou de campagne de souscription, dans le cadre de l'UEMOA.

La cotation du crédit-pays est aussi fonction des critères des institutions financières internationales. Les obligations du Sénégal en matière de réglementation financière ou monétaire, eu égard à ses engagements extérieurs, paraissent suffisamment

contraignantes. Néanmoins, la transparence des marchés financiers est surveillée par le Conseil régional de l'Épargne publique et des marchés financiers à laquelle appartient le Sénégal. Toutefois, il n'existe pas encore de système concurrentiel de crédits cotés.

Mesures visant à fournir une protection juridique aux créditeurs.

- Les règles de l'UMOA et le mode de fonctionnement bancaire assis sur la concurrence édictent des normes prudentielles, en vue de mieux asseoir les sûretés et de mieux garantir l'investissement. D'ailleurs, l'OHADA et le code des obligations civiles et commerciales du Sénégal assurent une protection juridique des créanciers. La faillite du système de crédit à long terme est due à la disparition des banques de développement, suite à leur liquidation conformément aux mesures prises dans le cadre de la Politique d'ajustement structurel. Au demeurant, il faut rappeler le rôle éminent du Comité National du Crédit dans la politique (orientation et mise en œuvre) du crédit.

Les mesures tendant à abstraire l'insécurité foncière permettront de mieux asseoir le crédit. Les projets de réforme foncière ne manqueront de renforcer le rôle de sûreté dans les investissements.

Programmes ou mesures permettant d'intégrer des préoccupations environnementales et sociales particulières dans les pratiques de prêts.

- Des programmes de la Banque Mondiale et du NEPAD exigent au préalable la prise en compte des impacts environnementaux.

Mesures visant à assurer l'existence de ressources suffisantes pour le nettoyage des sites contaminés et dégradés.

- Il n'existe pas de mesures servant de consignation de ressources pour nettoyer les sites dégradés ou contaminés.

IV.4 COOPÉRATION :

Programmes visant à promouvoir la coopération internationale s'agissant de l'élaboration et de la diffusion de technologies industrielles moins polluantes.

- L'UNITAR, le PNUE, le FEM et le Protocole de Kyoto prévoient ou disposent de programmes pour favoriser le transfert des technologies. Des dispositifs analogues existent dans le cadre de la coopération bilatérale. Des foires et salons spécialisés reçoivent des entreprises industrielles sénégalaises. Il existe un instrument sous-régional appelé Politique Industrielle Communautaire et dans le cadre du NEPAD, la coopération régionale est une clause de première importance.

Programmes visant à faciliter le contact et le partage des informations entre les entreprises industrielles nationales et les fournisseurs, clients et partenaires à l'étranger.

L'observatoire de l'industrie est un instrument mis en place par le gouvernement en vue de faciliter l'échange d'informations pertinentes.

La Bourse nationale de la sous-traitance et du partenariat [BNSTP] offre un cadre permettant une bonne circulation des informations. Elle contribue à une utilisation plus rationnelle et plus complète des capacités existantes et du potentiel.

Avec l'AGOA, il est envisagé la mise en place d'un mécanisme institutionnel de partage des connaissances et des informations entre les pays africains afin d'accroître leurs capacités d'exportation.

Programmes visant à promouvoir la coopération régionale s'agissant de la création d'un environnement politique propice à un développement industriel à l'échelle régionale (harmonisation des régimes fiscaux applicables aux entreprises, accords commerciaux régionaux, etc.).

La politique Industrielle Commune [PIC] marque ainsi la volonté des Etats membres de l'Union (UEMOA) d'avoir une vision commune de leur industrialisation et de définir leur stratégie dans le cadre d'un développement industriel durable. La PIC prône :

- pour une meilleure coordination des politiques fiscales et une promotion des échanges intra-communautaires ;
- des garanties à l'investisseur et la sécurité juridique et juridictionnelle à travers la convention créant le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements.

IV.5 EXEMPLE CONCRET D'UNE STRATEGIE OU D'UN PROGRAMME NATIONAL AYANT FAIT SES PREUVES DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL.

Problème ou question :

Le développement économique du Sénégal avait comme principales contraintes une forte dépendance pour les produits finis ; le tissu industriel paraissait peu efficient pour satisfaire une demande à surface réduite, doublée d'une forte sous-intégration dans l'économie moderne. Ainsi l'idée de création d'une aire spécifique de production pour les petites et moyennes entreprises a vu le jour.

Au terme de la première décennie d'indépendance, est apparue la nécessité d'une action coordonnée et plus diversifiée en direction des petites et moyennes entreprises. En 1969, une société d'économie mixte, la Société Nationale d'Etude et de Promotion Industrielle [SONEPI], chargée plus particulièrement de l'assistance aux petites et moyennes entreprises industrielles et artisanales de production et de services fut créée. Depuis son accession à l'indépendance, le Sénégal a eu à mettre en œuvre plusieurs stratégies de développement industriel ; la priorité a été donnée dans les deux premiers plans (1961-1969) à l'industrialisation par substitution à l'importation avec la création de grandes entreprises et la mobilisation de capitaux importants le plus souvent publics ; ce qui n'a pas donné de grands résultats.

C'est à partir du troisième plan que l'option de développer la petite et moyenne entreprise avec la création de la SONEPI chargée d'appuyer techniquement l'initiative privée et de donner corps à la politique industrielle de l'Etat a été prise comme solution alternative.

Nom du programme : SODIDA

La SODIDA fournit à ses utilisateurs les services et le support nécessaire des PME sénégalaises ou étrangères en vue de permettre l'expansion et la performance.

Une étude intitulée " Industrial States in Africa", produite par le Department of Economic and Social Affairs des Nations-Unies en 1965, laisse apparaître l'idée d'un projet de domaine industriel.

L'idée de projet a été ainsi inscrite par l'Etat du Sénégal dans le troisième plan quadriennal (1969-1973) comme programme de développement économique ; et l'étude de faisabilité élaborée dès 1973. C'est en 1975 que la convention de financement du

projet a été signée entre les gouvernements sénégalais et allemand. En 1978, **la SODIDA** est créée en tant que société de gestion du domaine industriel de Dakar.

Missions

La SODIDA est un centre d'animation doté de moyens d'encadrement et d'assistance technique, économique et financière, destiné à favoriser l'implantation, le développement en un même lieu, des petites et moyennes entreprises ou industriels (PME/PMI) sénégalaises de production et de services industriels.

Année de lancement : Juin 1978, Création de la SODIDA. Le Domaine Industriel de Dakar a été concrétisé grâce à un financement de la Coopération Allemande et une participation de l'Etat du Sénégal sous forme de subventions et d'apports en nature, à savoir un terrain de 8 ,8 ha, devant abriter les infrastructures.

Durée :

La construction du Domaine Industriel de Dakar a duré de 1981 à 1989 en trois phases : Phase I : Viabilisation de 8 ha de terrain, construction de 23 ateliers standardisés, d'un bloc administratif, d'un atelier central et d'une station de captage et de pompage des eaux pluviales.

Phase II : Construction de 8 ateliers standardisés

Phase III : Construction de 35 ateliers standardisés dont 25 de 300 m² de surface bâties et 10 ateliers de 150 m².

En 1994, le Domaine industriel de Dakar qui compte 66 bâtiments industriels est totalement occupé par des PME/PMI de droit sénégalais. Alors que les demandes d'implantation d'entreprises continuent à être reçues à la SODIDA, justifiant ainsi son extension pour satisfaire cette demande ; ce qui est à l'origine du projet de Domaine Industriel à Diamniadio.

Deuxième phase projet SODIDA II, finalement intégrée dans le cadre des activités de l'Agence pour la promotion des sites industriels [**APROSI**].

Principaux objectifs :

Promouvoir la petite et moyenne entreprise ;
Améliorer la compétitivité des entreprises du Domaine ;
Valoriser les ressources nationales ;
Création d'emploi et incitation à l'exportation et à la coopération régionale ;
Contribuer à la croissance économique par l'appui à la création de valeur ajoutée dans les PME/PMI ;
Densification du tissu industriel par la promotion de la PME/PMI ;
Promotion des entreprises à haut potentiel de valeur ajoutée ;
Absorption du chômage par la création de nouveaux emplois salariés et non salariés ;
Favoriser l'émergence d'une classe d'entrepreneurs locaux.

Pertinence du programme :

Le projet a démontré son utilité et a fini par souffrir de son succès qui a poussé les pouvoirs publics à le répliquer dans la nouvelle plateforme de Diamniadio, dont le financement est partiellement acquis grâce aux dispositifs du Millenium Challenge Account [MCA], un des moyens s'inscrivant dans la stratégie de croissance accélérée [SCA].

Ce faisant le *Projet SODIDA II* sera réalisé sur financement américain. 600 bâtiments industriels de différents modules seront édifiés.

Le projet va favoriser un espace industriel pour les nouvelles technologies.
Aide à la commercialisation des produits et à la recherche de marchés administratifs de travaux et de fournitures.

D'ailleurs, le projet a permis la réalisation de l'aménagement et de l'équipement de terrains et de locaux professionnels ; l'assistance juridique et administrative pour l'obtention de subventions et de crédits auprès des organismes d'aide financière extérieure en vue d'allocation de prêts bancaires.

Le Domaine Industriel de Dakar compte aujourd'hui 55 entreprises (retenons que les entreprises ayant grandi sur le site sont autorisées à jumeler des bâtiments en fonction de leur besoin d'espace supplémentaire.

Tableau 1: Réalisations de la SODIDA

Nombre d'entreprises installées :	55
Nombre d'entreprises créées :	33
Nombre d'entreprises délocalisées :	22
Chiffres d'affaires consolidés :	17,6 milliards
Valeur ajoutée consolidée	4,5 milliards
Investissements consolidés	9,3 milliards

NB : Les données financières ne concernent que 49 entreprises ; elles n'ont pas été disponibles pour 6 d'entre elles ; tout comme les entreprises qui ont des marchés à l'exportation l'ont intégré dans le chiffre d'affaires global.